

Nouveau coup de gueule des victimes du promoteur

« **O**N VEUT être repris par le promoteur Pierreval et on veut le faire savoir au tribunal de commerce. » Nathalie Barbet, porte-parole du collectif des victimes de Chauconin, espère un maximum de soutien à la manifestation menée aujourd'hui à 13 heures, entre le tribunal de commerce et la mairie de Meaux. Lundi prochain, la justice doit en effet trancher sur l'avenir du groupe immobilier Investimmo, basé à Quincy-Voisins.

En redressement judiciaire depuis un an, il n'a toujours livré aucun des 149 appartements prévus à Meaux, Chauconin, Saint-Germain-sur-Morin, Charmentray et Vaujourns en Seine-Saint-Denis. Son gérant, Patrick Soussana, a été mis en examen en avril 2006 pour « escroquerie et abus de biens

sociaux ». Lundi, le tribunal de commerce devra décider entre trois solutions : la liquidation, le plan de continuation ou la reprise.

Le groupe Pierreval, implanté à Vincennes, a déposé hier sa candidature pour achever les chantiers de Vaujourns, Chauconin, Charmentray, Saint-Germain et la Grande-Ile à Meaux. Les 18 appartements de Saint-Nicolas, à Meaux et les 11 de Charmentray seraient sur le point d'être livrés début juin, d'après nos informations. Les copropriétaires, eux, restent circonspects. A Saint-Nicolas, les premiers logements auraient dû être finis fin... 2002 !

Lundi soir, rassemblés au pied de l'immeuble en fin de chantier, ils racontaient leur galère et signaient des courriers à destination de la mairie et

du parquet de Meaux. « Nous ne savons plus quoi faire et nous ne croyons plus personne. On nous balade depuis si longtemps. Quand la justice avait repris les choses en main il y a un an, on avait repris espoir... Mais rien ne se passe. »

Il y a bien eu des portes de garage, des volets, des portes communes et des digicodes posés. Il y a trois semaines, la dalle extérieure a été cassée et refaite à neuf. Depuis le mois de juillet dernier, Annick Lagarde, mère célibataire avec deux enfants à charge, débourse 700 € par mois. « Je rembourse mon prêt et je vis chez mes parents. Financièrement j'ai la corde autour du cou », raconte l'enseignante, qui ira manifester ce midi, « par solidarité avec les autres copropriétaires ».

VALENTINE ROUSSEAU